



SEANCE DU BUREAU DU 5 NOVEMBRE 2020
DECISION N° 2020-090- DB

Date d'affichage : 9 novembre 2020	Le cinq novembre deux mille vingt à 17 heures 00, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par visioconférence, en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le vingt neuf octobre deux mille vingt.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 42	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 1	Présents : (42)
dont pouvoir(s) : 0	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Joïc BIDAULT, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 9	Excusé(s) : (1)
	Pierre-Yves DELAMARE
Nombre de votants : 42	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (0)
Secrétaire de séance :	
Mme Jacqueline TARDIVEL.	Absent(s) : (9)
	Rodolphe MIRANDE, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Thierry MORISSET, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX, Gilles BARDIN

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'IMMOBILISATION DE MATÉRIEL SUR LA PÉRIODE DU 21/10/2016 AU 31/08/2018 LIÉS AU CHANTIER DE RIMODAN

Pour répondre à des obligations réglementaires sur la continuité piscicole, la Communauté d'Agglomération « SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT » a entrepris en 2016 des travaux sur les barrages. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (ci-après nommée CASVL) se substitue dans tous ses droits et obligations à la suite de l'arrêté du Préfet de Maine et Loire n°DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016.

Sur le barrage de Rimodan les travaux ont été confiés le 04 août 2016 à l'entreprise Vinci Construction Terrassement (VCT), sous maîtrise d'œuvre du bureau d'étude BURGEAP et sous le contrôle technique du bureau Veritas.

Le 19 septembre 2016, un ordre de service était adressé à l'entreprise VCT pour lui donner ordre de commencer le chantier. Le 20 octobre 2016 à 9h20 une chambre à contrepoids s'affaisse et se désolidarise du corps de digue. Le 21 octobre 2016 un ordre de service d'interruption du chantier est adressé à l'entreprise VCT.

A la suite d'une expertise, les parties décident de signer le 27 septembre 2018 un premier protocole transactionnel pour une prise en charge des travaux de réparation forfaitaire et définitive de 194 692,17 € TTC répartie de la façon suivante :

- VCT 80 % soit 155 753,74 €
- SA Burgeap 13 % soit 25 309,98 €
- Bureau Véritas construction 7 % soit 13 628,45 €

Du 20/10/2016 au 31/08/2018, du matériel a été immobilisé sur le chantier. Des demandes répétées de prise en charge des frais d'immobilisation ont été formulées par l'entreprise VCT. Ces frais ont été estimés par VCT à 93 792 € HT, qui précise qu'une partie du matériel mobilisé sur le chantier est d'origine externe et l'autre d'origine interne.

Dans la continuité du protocole transactionnel signé entre les parties en septembre 2018, la société VCT accepte la prise en charge d'une partie des frais d'immobilisation, ainsi que des coûts de gardiennage et de gestion. Néanmoins, elle demande également une prise en charge par la CASVL en application de l'article 3.8.2 du CCAG 2009. Dans ce contexte, les parties se sont réunies le 16 septembre 2020 pour discuter de la prise en charge de ces frais dans la perspective d'une issue transactionnelle.

Les parties ont convenu de la répartition suivante :

VCT 73,35 % soit 82 550,4 € TTC

CASVL 26,65 % soit 30 000 € TTC

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du Conseil municipal, d'autre part au Maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124-DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Vu l'accord de la société Vinci Construction Terrassement de signer le protocole transactionnel ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de se mettre d'accord sur la prise en charge des frais d'immobilisation, de surveillance, de gardiennage et de gestion de la procédure pour la période du 20/10/2016 au 31/08/2018.

Aussi,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** le protocole transactionnel ci-annexé, pour une prise en charge des frais d'immobilisation du matériel, de surveillance, de gardiennage et de gestion de la procédure liés au chantier de Rimodan, sur la période du 21/10/2016 au 31/08/2018 par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à hauteur de 26,65 % des 112 550,40 € TTC estimés par Vinci Construction Terrassement, soit un montant reste à charge de la CASVL de 30 000 € TTC ;

- **D'AUTORISER** le Président à signer le protocole transactionnel.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

12 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

12 NOV. 2020

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 4ème trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	1 Commande publique	1.5 transactions (protocole d'accord transactionnel) – 1.5.1 Délibération
-------------------	---------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »